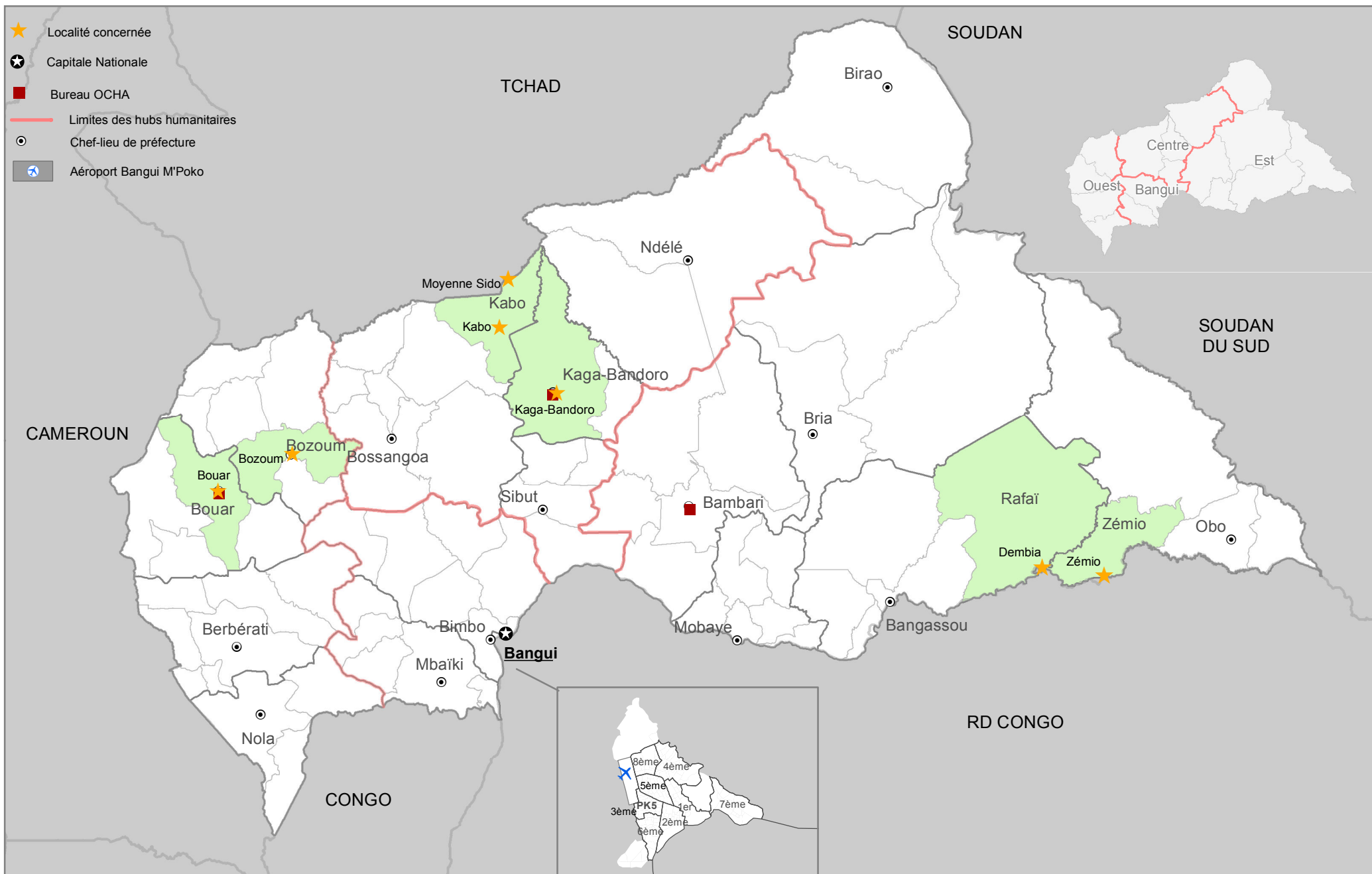


Zone	APERCU HUMANITAIRE du 2 au 9 octobre 2017	Période à venir Du 10 au 15 octobre
Zone Centre	<p align="center">Préfecture de Nana-Gribizi / Sous-préfecture de Kaga-Bandoro / Kaga-Bandoro</p> <p><u>Protection de l'enfance</u> : La présence d'enfants associés aux groupes armés (EAFGA) a été rapportée dans plusieurs quartiers de la ville. Deux partenaires humanitaires travaillent dans la zone pour le retrait et la réinsertion sociale des EAFGA. Le 5 octobre, deux acteurs humanitaires ont distribué des kits composés de matelas, de savons, de draps, d'habits et des kits de dignité à 71 EAFGA dont 52 filles et 19 garçons.</p> <p align="center">Préfecture de l'Ouham / Sous-préfectures de Kabo et Moyenne Sido / Kabo / Moyenne Sido</p> <p><u>CCCM/Abris/NFI</u> : Les 9 et 10 septembre, les inondations rapportées dans la sous-préfecture de Kabo ont provoqué l'écroulement de 800 maisons à Kabo et dans plusieurs villages sur l'axe Farazala. Au moins 800 personnes seraient sinistrées. Les 5 et 9 octobre, cet acteur humanitaire a distribué 684 bâches aux occupants des maisons écroulées à Kabo et à 62 ménages vivant dans les villages de l'axe Farazala. La présence de groupes armés dans la zone pourrait éventuellement représenter un risque pour la population qui vient de recevoir ces bâches.</p>	
Zone Est	<p align="center">Préfecture du Haut-Mbomou/ Sous-préfecture de Zémio/ Zémio</p> <p><u>Protection / Mouvements de population</u> : La situation dans la zone de Zémio continue à se détériorer. Le 5 octobre les villages situés autour de Bangassi ont été attaqués par des groupes armés. Selon des sources locales, le 6 octobre, 400 personnes s'étaient déplacées le long du fleuve Mbomou avec l'intention de se réfugier en RDC. D'autres mouvements vers la brousse ont également été rapportés. Les activités humanitaires sont jusqu'à présent suspendues, y compris les activités médicales d'urgence qui avaient été maintenues depuis la crise du 25 septembre. Depuis les violences qui ont commencé en juin 2017, la quasi-totalité de la population de Zémio s'est réfugiée en RDC.</p> <p align="center">Préfecture du Mbomou / Sous-préfecture de Rafaï / Axe Dembia-Rafaï</p> <p><u>Multisectoriel</u> : Suite aux multiples violences commises dans la zone de Zémio depuis juin 2017, une mission d'évaluation humanitaire menée du 29 septembre au 2 octobre sur l'axe Dembia-Rafaï rapporte que 4 000 personnes déplacées (841 ménages) vivent en familles d'accueil dont 247 à Rafaï et 3 753 à Guinikoumba et à Dembia. Ces personnes ont un besoin urgent d'assistance en biens non alimentaires, en vivres et en eau, en hygiène et en assainissement (EHA).</p> <p align="center">Préfecture du Mbomou / Sous-préfecture de Rafaï / Dembia</p> <p><u>Protection</u> : Le 2 octobre, une mission d'évaluation humanitaire à Dembia (85km à l'ouest de Zémio) rapporte la présence au moins 39 enfants séparés de leurs familles qui ont fui les violences de Zémio. Ces enfants vivent dans des familles d'accueil mais ont besoin d'une assistance et notamment en protection dans le cadre de la réunification familiale.</p>	<p>Zone Est :</p> <p>Suivi des missions d'évaluation humanitaire organisées le long de la frontière côté RDC</p> <p>Planification d'une distribution de biens non alimentaires et en EHA dans la zone</p> <p>Mobilisation d'un acteur de protection de l'enfance et suivi de la situation des enfants originaire de Zémio déplacés à Dembia.</p>
Zone Ouest	<p align="center">Préfecture de l'Ouham-Pendé / Sous-préfecture de Bozoum / Bozoum</p> <p><u>Mouvements de population</u> : Depuis le 23 septembre et le début l'occupation de Bocaranga par des groupes armés, la quasi-majorité de la population, estimée à 15 000 personnes, a fui vers Bozoum, Bouar, Bangui et en brousse. 3 222 personnes ont été enregistrées à Bozoum. Le 6 octobre, une mission inter-agences d'évaluation et de coordination de la réponse humanitaire s'est rendue à Bozoum.</p>	<p>Zone Ouest :</p> <p>Suivi de la situation humanitaire des personnes déplacées à Bozoum et à Bocaranga</p>

	<p>A l'issue de la réunion de crise tenue le 7 octobre avec les partenaires humanitaires, les besoins prioritaires des déplacés identifiés sont en : santé, éducation, abris et bien non alimentaire, en eau, hygiène et assainissement et en sécurité alimentaire.</p> <p><u>Multisectoriels</u> : Un lot de médicaments de premiers secours a été remis à un partenaire santé sur place afin qu'il puisse assurer les prises en charge d'urgence des personnes déplacées. Un autre partenaire prendra en charge les enfants non accompagnés arrivés dans la zone assurant le paiement des frais de scolarité à 650 élèves du primaire sur 950 enfants déplacés. L'Inspection académique de la zone a offert un bâtiment scolaire pour recevoir les élèves du primaire et s'est engagée à offrir l'inscription gratuite aux 300 enfants déplacés et élèves du secondaire.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana-Mambéré / Sous - préfecture de Bouar / Bouar</p> <p><u>Mouvement de population</u> : Entre les 2 et 5 octobre, les partenaires humanitaires ont enregistré 378 nouveaux ménages déplacés, soit 1 393 personnes dans la sous-préfecture de Bouar. Ce nombre s'ajoute aux 4 140 autres antérieurement enregistrés par le même partenaire dans la période d'août à septembre portant le nombre à 5 533 personnes déplacées en provenance des zones de Niem et de Bocaranga et installées en familles d'accueil à Bouar ainsi que sur les axes Bouar-Bocaranga et Bouar-Baboua. Les partenaires humanitaires sur place sensibilisent les personnes déplacées sur la prise en charge gratuite des enfants déplacés dans les établissements scolaires publics de l'Inspection académique de l'Ouest. Un autre partenaire humanitaire assure une prise en charge psychosociale et le référencement nécessaire pour la prise en charge sanitaire des plus vulnérables.</p>	<p>Suivi du plaidoyer pour la distribution de fourniture scolaires</p> <p>Suivi de la situation humanitaire dans ces zones</p>
--	---	--



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.